

JANVIER 2024

Moyen-Orient et Afrique du Nord : le conflit amplifie les défis économiques¹

Le conflit à Gaza et en Israël constitue encore un nouveau choc pour les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN). Il est source de très grandes souffrances humaines et rend la conjoncture encore plus délicate pour les pays limitrophes de la zone du conflit et au-delà. Cette mise à jour couvre les pays de la région MOAN et ne traite pas de l'évolution de la situation en Israël. Les principaux facteurs qui pèsent sur la croissance dans la région sont : i) les conséquences du conflit ; ii) la réduction de la production de pétrole (bien que le dynamisme du secteur non pétrolier continue de soutenir la croissance dans plusieurs pays exportateurs de pétrole) ; iii) le nécessaire maintien d'une orientation restrictive de l'action publique dans différents pays. Les tensions sociales se sont elles aussi accentuées. Dans l'ensemble, les projections de croissance de la région MOAN en 2024 s'élèvent désormais à 2,9 % après une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage (par rapport à l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*) alors que le taux était déjà faible en 2023 (2,0 %). Dans les pays à faible revenu (PFR) de la région MOAN, la croissance moyenne devrait encore rester négative cette année (essentiellement à cause du conflit en cours au Soudan) prolongeant sa chute amorcée en 2023 selon les estimations. La désinflation devrait se poursuivre dans la plupart des pays de la région MOAN, bien que les tensions sur les prix se soient parfois avérées tenaces en raison de spécificités nationales.

Les perspectives de la région MOAN sont très incertaines et les risques baissiers sont en nette augmentation. Une escalade ou une propagation du conflit hors de Gaza et d'Israël tout comme une intensification des perturbations dans la mer Rouge pourrait avoir des répercussions économiques considérables, notamment sur les échanges commerciaux et le tourisme.

La réponse appropriée de la part des décideurs dépendra de l'exposition des pays au conflit, des facteurs de vulnérabilité préexistants et de leur latitude en matière d'action publique. L'application de mesures de gestion de crise et de politiques préventives sera déterminante dans les pays qui pâtissent de graves répercussions ou font face à des risques élevés. Quant aux autres pays, ils devront continuer à consolider leurs marges de manœuvre. La politique monétaire devra impérativement rester axée sur la stabilité des prix, tandis que la politique budgétaire devrait être définie en fonction des besoins de chaque pays et de l'espace budgétaire disponible. La mise en œuvre de réformes structurelles demeure capitale pour stimuler la croissance et accroître la résilience à court terme comme à long terme.

À l'échelle mondiale, une inflation en baisse et une croissance régulière permettent d'envisager un atterrissage en douceur

À l'échelle mondiale, le redressement de l'économie après plusieurs années de chocs successifs (pandémie de COVID-19, invasion de l'Ukraine par la Russie et crise du coût de la vie) se révèle étonnamment résilient. La

¹ Ce rapport a été préparé par Vizhdan Boranova, Filippo Gori, Bashar Hlayhel, Colombe Ladreit, Borislava Mircheva (coautrice principale) et Thomas Piontek (coauteur principal) sous la direction de John Bluedorn et de Lone Christiansen, sur la base des informations disponibles au 23 janvier 2024. Voir l'annexe 1 pour connaître la composition des groupes de pays.

croissance s'est avérée plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de 2023 aux États-Unis, en Chine et dans plusieurs grands pays émergents et pays en développement (*Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de janvier 2024). Dans le même temps, l'inflation, qui avait atteint un pic en 2022, reflue plus vite qu'attendu, grâce à des évolutions favorables du côté de l'offre et à l'action des banques centrales pour ancrer les anticipations d'inflation, et les conditions financières mondiales se sont desserrées.

Dans ce contexte, la croissance mondiale en 2024 devrait rester stable, à 3,1 %, comme en 2023, et augmenter légèrement à 3,2 % en 2025. Les prévisions pour 2024 ont ainsi été revues à la hausse de 0,2 point de pourcentage depuis l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives de l'économie mondiale*, mais demeurent en deçà de la moyenne historique (2000–19), à savoir 3,8 %, car l'activité pâtit des taux directeurs des banques centrales fixés à un niveau élevé pour juguler l'inflation et du retrait du soutien budgétaire visant à réduire l'endettement. L'inflation globale devrait poursuivre son reflux pour s'établir à 5,5 % en 2024 et à 4,4 % en 2025, des chiffres respectivement inférieurs de 0,3 point de pourcentage et de 0,2 point de pourcentage aux dernières projections. Il s'agit là de la première révision à la baisse cumulée portant sur deux années depuis trois ans (c'est-à-dire depuis la *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de janvier 2021).

Ces projections reposent sur l'hypothèse d'un recul des taux d'intérêt dans les principales économies ainsi que des prix des produits de base (combustibles et autres) en 2024 et en 2025. Ainsi, la moyenne annuelle des prix du pétrole devrait diminuer de 2,3 % en 2024 pour s'établir autour de 79 dollars le baril. Quant aux prix des produits de base hors combustibles, ils devraient décroître de 0,9 % en moyenne.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les conflits amplifient les difficultés préexistantes

En 2023, les pays de la région MOAN ont dû surmonter une multitude de défis. Les projections figurant dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* tablaient sur un ralentissement de la croissance, sous l'effet conjugué de la baisse de la production de pétrole, de l'orientation restrictive de l'action publique dans de nombreux pays émergents et pays à revenu intermédiaire (PE&PRI) de la région MOAN et du conflit au Soudan. En outre, des catastrophes naturelles ont frappé la région, en particulier de fortes inondations en Libye et un séisme au Maroc, avec des conséquences dévastatrices sur le plan humain et matériel. À cela est venu s'ajouter le conflit à Gaza et en Israël début octobre, lequel porte un nouveau coup à des pays déjà aux prises de difficultés et d'une incertitude accrue.

Depuis le début du conflit, Gaza est le théâtre d'une grave crise humanitaire : plus de 24 000 personnes, dont plus de deux tiers étaient des femmes et des enfants, ont perdu la vie au cours des 100 premiers jours du

conflit, et près de 1,9 millions de personnes (soit près de 85 % de la population) ont été déplacées dans Gaza². L'insécurité alimentaire et hydrique est généralisée et les infrastructures essentielles ont été détruites. Le taux de pauvreté a vraisemblablement augmenté alors qu'il dépassait déjà 50 % avant le conflit actuel (FMI, 2023). De plus, l'aide internationale en appui à l'action humanitaire dans le conflit demeure limitée. En Cisjordanie, les restrictions à la circulation des personnes, des biens et des capitaux et à l'accès aux ressources (en particulier à la terre) ont été durcies, entraînant une forte détérioration à la fois des conditions de sécurité et de l'environnement économique.

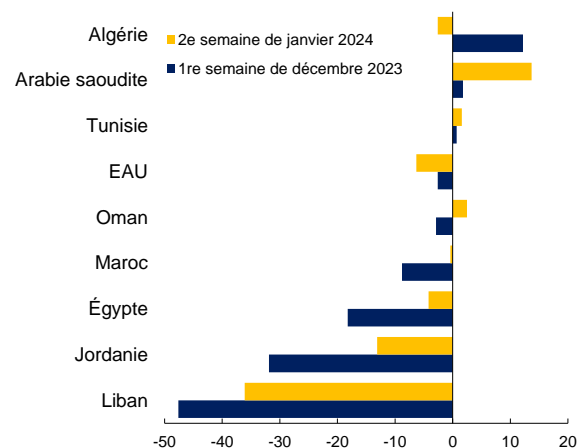
Le conflit a eu un effet négatif sur le tourisme dans les pays voisins. Bien que les indicateurs de réservation d'hôtels et de vols dans la région étaient revenus, avant octobre, à leurs niveaux de 2019, les tendances des taux d'occupation dans l'hôtellerie après le déclenchement du conflit se sont considérablement dégradées au Liban et en Jordanie, par rapport à la même période l'année précédente (graphique 1). Or, le tourisme est une ressource vitale pour de nombreux pays de la région MOAN. Il représentait entre 2 % et 20 % du PIB et entre 5 % et 50 % des exportations de biens et de services avant la pandémie, c'est pourquoi il est aussi un important canal de transmission des chocs et les événements actuels ne peuvent que freiner la croissance (voir l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

Malgré une hausse initiale de volatilité au début du conflit, les marchés énergétiques et financiers sont restés globalement stables.

- Le regain de volatilité associé au conflit a provoqué une augmentation des prix du pétrole de courte durée. Les prix sont ensuite redescendus rapidement en deçà de leurs niveaux antérieurs au conflit. Par ailleurs, les prix du pétrole n'ont que très légèrement réagi lorsque l'OPEP+ a annoncé à la fin de l'année 2023 de nouvelles réductions volontaires de la production de pétrole (graphique 2).
- Les marchés financiers ont enregistré peu de fluctuations dans l'ensemble, bien que les acteurs du marché aient initialement intégré dans leurs prix un accroissement du risque géopolitique dans la région MOAN. Les écarts de rendement sur la dette souveraine se sont élargis au moment du déclenchement du conflit, mais ils se sont généralement resserrés ensuite et s'avèrent plus faibles que ceux observés début octobre avant le conflit. Après une accélération initiale des sorties de portefeuille d'investissements internationaux, les sorties nettes de fonds en obligations et en actions dans la région sont revenues à leurs niveaux antérieurs au conflit (graphique 3).

Graphique 1. Niveau d'occupation dans l'hôtellerie

(Différence en pourcentage dans la variation du taux d'occupation dans l'hôtellerie)

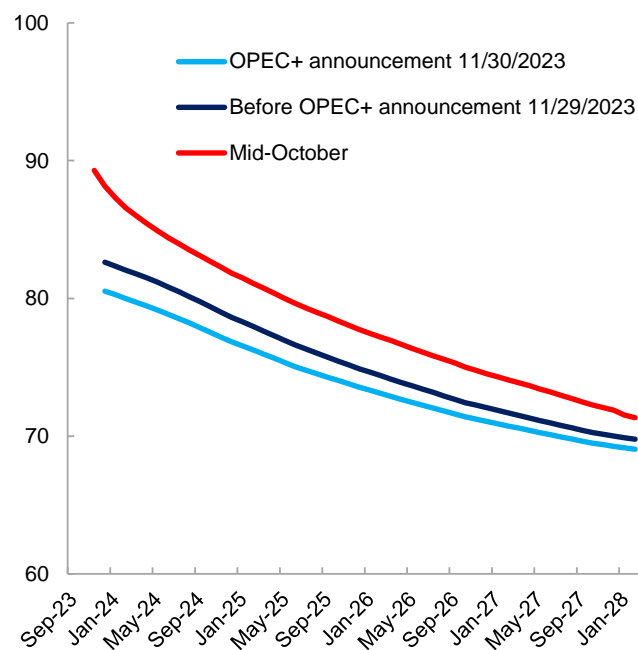


Sources : Smith Travel Research ; calculs des services du FMI.
 Note : Le taux d'occupation est le ratio, exprimé en pourcentage, entre le nombre de chambres occupées et le nombre total de chambres. La différence en pourcentage représente la variation du taux d'occupation dans l'hôtellerie entre la première semaine d'octobre 2023 (avant le début du conflit) et i) la première semaine de décembre 2023 ; ii) la deuxième semaine de janvier 2024, par rapport à la même période en 2022. EAU = Émirats arabes unis.

² Données du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au 15 janvier 2024.

Graphique 2. Courbes des cours à terme du Brent

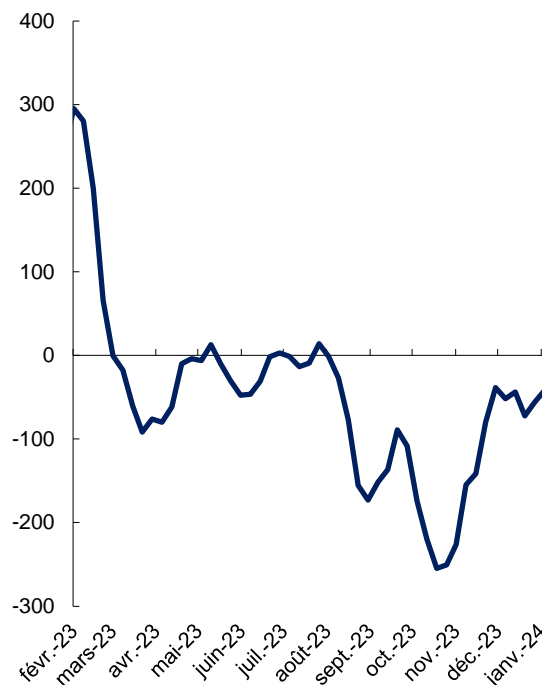
(En dollars par baril)



Sources : Bloomberg, L.P. ; ICE Futures Europe ; calculs des services du FMI.

Graphique 3. Flux nets de portefeuille en actions et en obligations

(En millions de dollars, moyenne mobile sur 4 semaines)

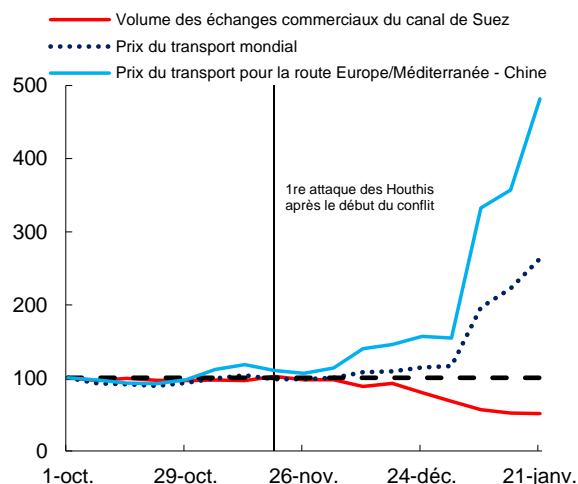


Sources : Haver Analytics ; EPFR ; calculs des services du FMI.
Note : Données concernant les pays suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Égypte, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Qatar et Tunisie.

La détérioration des conditions de sécurité dans la mer Rouge suscite des inquiétudes quant aux conséquences du conflit sur les échanges commerciaux et sur les coûts de transport des marchandises. Plusieurs grandes compagnies maritimes ont annoncé qu'elles réorientaient leur flotte vers d'autres routes de navigation, ce qui pourrait avoir des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement et sur les échanges de produits de base à l'échelle mondiale. À cet égard, au premier semestre de 2023, les échanges commerciaux qui transitent par le canal de Suez, lequel connecte la mer Rouge et la Méditerranée, représentaient à l'échelle mondiale 12 % des échanges, dont 30 % du trafic de conteneurs, entre 10 % et 15 % du fret maritime et 8 % du gaz naturel liquéfié transporté par voie maritime. Or, au 21 janvier 2024, le volume de fret cumulé sur 10 jours passant par le canal de Suez avait chuté de près de 50 % par rapport à l'année précédente. En parallèle, les prix du fret entre l'Europe ou la Méditerranée et la Chine ont grimpé de plus de 400 % depuis mi-novembre, probablement sous l'effet conjugué de la hausse des coûts d'assurance

Graphique 4. Conséquences des perturbations dans la mer Rouge sur les prix et le volume du transport maritime

(Indice, 1^{er} oct. 2023 = 100)



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; PortWatch ; calculs des services du FMI.
Note : La mention « début du conflit » désigne le début du conflit à Gaza et en Israël en octobre 2023. Les frais de transport pour la route Europe-Méditerranée vers la Chine correspondent au coût moyen du transport entre les ports d'Europe et de Méditerranée et les ports de Chine et d'Asie de l'Est.

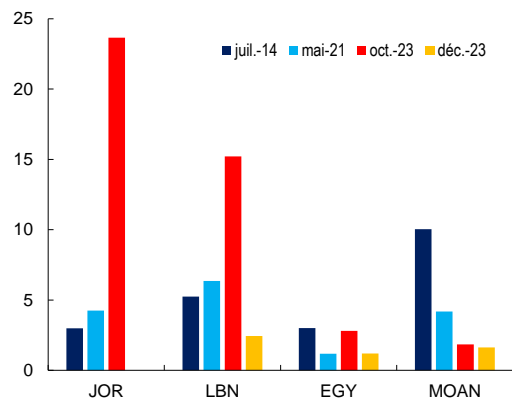
dans un contexte d'accentuation des risques de sécurité et de l'augmentation des coûts de transport du fait de l'allongement de la distance parcourue en suivant des routes de navigation plus longues (graphique 4).

Les médias font également état d'une augmentation des mouvements de contestation depuis le début du conflit dans certains pays voisins (Jordanie, Liban). Cela étant, les mouvements ont en majorité été pacifiques, y compris dans d'autres pays de la région MOAN, et les tensions sociales ne semblent pas s'être propagées au-delà des pays limitrophes de la zone de conflit et se sont récemment atténuées (graphique 5).

Dans le même temps, le large reflux de l'inflation à l'échelle régionale constitue une évolution positive. Suivant globalement la tendance observée au niveau mondial, l'inflation continue de reculer dans la plupart des pays de la région MOAN, notamment là où la politique monétaire demeure restrictive. En effet, l'estimation des taux directeurs naturels laisse penser que l'orientation monétaire était restrictive dans de nombreux pays de la région MOAN en 2023. Par ailleurs, l'inflation en glissement mensuel, un indicateur de la dynamique de l'inflation, diminue de façon régulière (graphique 6) et l'inflation hors alimentation et énergie s'est rapprochée de ses moyennes historiques antérieures à la pandémie dans quelques pays exportateurs de pétrole. Cependant, l'inflation s'avère tenace dans certains pays, principalement en raison de facteurs propres à ces pays, notamment liés à des pénuries de devises (Égypte) ainsi qu'au financement monétaire et aux pressions exercées sur les coûts (Soudan). Alors que l'inflation reste élevée au Liban, les pressions inflationnistes se modèrent depuis mi-2023, en raison de la fin du financement monétaire, qui a contraint à l'équilibre budgétaire et à l'établissement d'un taux de change stable.

En dépit du choc défavorable provoqué par le conflit, la croissance hors pétrole demeure vigoureuse dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). En particulier, les réformes structurelles menées par les membres du CCG favorisent la diversification de l'économie tandis que l'essor de la demande intérieure et des entrées de capitaux alimentent la croissance. En outre, après avoir atteint des records en 2022, l'excédent courant est resté confortable en 2023, malgré un léger repli des prix du pétrole, le ralentissement du commerce international et la hausse des importations due au rebond de la demande intérieure. Quant au solde budgétaire, il affiche une bonne tenue, soutenu par le niveau toujours élevé des prix du pétrole et par les réformes budgétaires, en particulier la modération des dépenses et la poursuite des efforts pour augmenter les recettes non pétrolières.

Graphique 5. Indicateur de tensions sociales durant différents épisodes du conflit

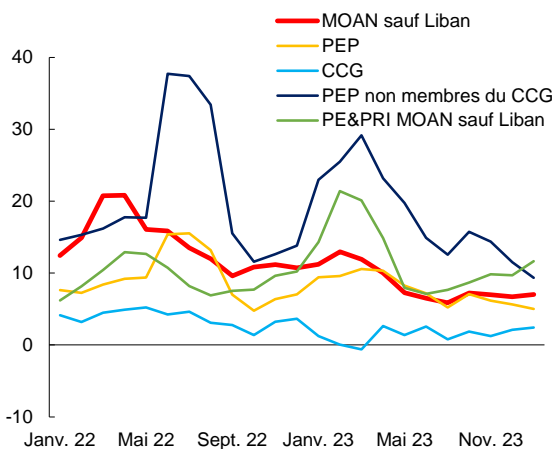


Source : Factiva ; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les pics de tensions durant certains épisodes d'exacerbation du conflit entre Israël et le Hamas. 2014 : les tensions affectant la région MOAN sont liées aux Printemps arabes. 2021 : une recrudescence des violences entre Israël et le Hamas a été observée du 10 mai au 21 mai. 2023 : conflit à Gaza et en Israël. L'indice de tensions sociales rapporte le nombre quotidien d'articles de presse contenant des mots-clés précis ayant trait à des tensions sociales au nombre d'articles parus durant une certaine période. Il est basé sur la méthodologie de Barrett *et al.* (2020). L'échelle est normalisée comme suit : 0 = absence de tensions ; 100 = niveau maximal de tensions dans un pays donné au cours des 20 dernières années. MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Graphique 6. Inflation globale

(Variation en pourcentage, en glissement mensuel, taux annualisé corrigé des variations saisonnières, moyennes simples)



Sources : Haver Analytics ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.

Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; PE&PRI = pays émergent et pays à revenu intermédiaire ; PEP = pays exportateurs de pétrole.

De nouveaux vents contraires ralentissent la reprise

Dans l'hypothèse où le conflit s'atténuerait après le premier trimestre de 2024, la croissance dans la région MOAN devrait accélérer modérément pour atteindre 2,9 % en 2024 (contre 2,0 % en 2023), soit une révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. Cet ajustement tient principalement : i) aux répercussions du conflit, qui aggravent les difficultés existantes dans le cas des pays très exposés au conflit et ii) à l'adoption de nouvelles réductions volontaires de la production de pétrole. Ces éléments viennent, par ailleurs, s'ajouter à une orientation nécessairement restrictive de l'action publique dans plusieurs pays, laquelle bride aussi la croissance. D'après les projections, la croissance dans la région MOAN devrait se redresser à 4,2 % en 2025, sachant que l'effet de ces facteurs devrait s'estomper et que le dynamisme de la croissance non pétrolière devrait continuer de soutenir l'activité dans les pays exportateurs de pétrole.

Dans le même temps, les perspectives des pays de la région MOAN en matière de position extérieure se détériorent. La baisse attendue des recettes du tourisme et des échanges va sans doute peser sur le solde des transactions courantes. En parallèle, les réductions de la production de pétrole pèsent sur la position extérieure des pays exportateurs de pétrole. Dans ce contexte et en grande partie du fait de la contribution négative de ces réductions dans les pays du CCG, le solde courant agrégé des pays de la région MOAN en 2024 (un excédent de 3,9 % du PIB de la région MOAN) devrait diminuer d'environ 25 milliards de dollars (soit 0,7 point de pourcentage du PIB régional), par rapport aux projections de l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*.

À l'épicentre du conflit, les perspectives économiques se sont fortement dégradées. La croissance du PIB réel pour 2023 en Cisjordanie et à Gaza est estimée à environ -6 %, d'après des estimations récentes. Ce chiffre correspond à une révision à la baisse de 9 points de pourcentage (par rapport aux projections de l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*) et tient compte des événements du quatrième trimestre, à savoir i) un effondrement presque total de l'activité à Gaza et ii) une forte contraction de l'économie en Cisjordanie à la suite du durcissement des restrictions de déplacement imposées par Israël et de la détérioration des conditions de sécurité. Dans le même temps, l'inflation aurait dépassé 15 % en glissement annuel à la fin décembre 2023 tandis qu'on estime que le déficit courant serait resté considérable. En outre, la viabilité financière de l'Autorité palestinienne n'est plus assurée du fait de l'affaissement de l'activité économique et de la décision du gouvernement israélien de ne pas transférer l'intégralité des recettes « douanières » mensuelles prévues³ à l'Autorité palestinienne ainsi que le refus de cette dernière de recevoir des fonds partiels, ce qui mine sa capacité à verser salaires et transferts sociaux ainsi qu'à s'acquitter de ses dépenses de sécurité, d'éducation et de santé. Bien que le secteur financier soit solide, les risques se sont accentués, compte tenu de la forte exposition du secteur à la situation financière de l'Autorité palestinienne, des destructions à Gaza et du repli attendu de l'activité économique. En 2024, la croissance, tombée très bas, devrait revenir en territoire positif et l'inflation refluer graduellement, dans l'hypothèse d'une atténuation progressive du conflit.

Les pays limitrophes de la zone de conflit voient eux aussi leurs perspectives s'assombrir :

- En Égypte, le secteur du tourisme a été moins durement touché, jusqu'à présent, par les répercussions du conflit que dans d'autres pays (Jordanie, Liban). Toutefois, des données à haute fréquence sur le tourisme laissent entrevoir une possible dégradation. En outre, plusieurs compagnies maritimes évitent désormais la mer Rouge, ce qui pourrait affaiblir les flux de devises, étant donné que les recettes tirées du canal de Suez représentent une source majeure de devises pour l'Égypte. Par ailleurs, l'accentuation de l'incertitude devrait peser sur la confiance des investisseurs et les entrées d'investissement direct étranger. Conjugués aux retombées négatives durables de la pénurie de devises sur l'activité du secteur privé, ces facteurs devraient

³ Impôts sur l'activité économique et les échanges commerciaux palestiniens collectés par Israël au nom de l'Autorité palestinienne en vertu du Protocole de Paris de 1994.

fragiliser le secteur extérieur et la croissance. Dans ces conditions, la croissance du PIB réel devrait passer de 3,8 % en 2023 à 3 % en 2024 (soit une révision à la baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*).

- Forte de paramètres fondamentaux sous-jacents solides, la Jordanie voit son économie croître, bien qu'à un rythme modéré. Toutefois, le conflit a eu un effet négatif sur les arrivées de touristes et les dépenses des ménages. Ce contexte devrait freiner la croissance en 2023 et en 2024, laquelle devrait avoisiner 2,6 % dans les deux cas, alors que des projections antérieures la voyaient plus proche de 3 % en 2024. Outre les retombées négatives du conflit sur les secteurs liés au tourisme, ces projections tiennent compte du recul de l'investissement et du ralentissement de la demande d'importations à l'échelle régionale. Par conséquent, le déficit courant devrait enregistrer une réduction plus faible que précédemment anticipé pour s'établir à 6,3 % du PIB, principalement en raison de la baisse des recettes liées aux voyages et de la hausse des importations d'énergie.
- Au Liban, le conflit aggrave des difficultés déjà complexes. Le tourisme, porté par l'importante diaspora, devrait rester faible. En outre, la production agricole, qui se concentre dans le sud du pays, directement touché par le conflit, est également affectée négativement. En conséquence, la croissance du PIB réel aurait ralenti un peu plus en 2023, mais devrait rebondir légèrement en 2024, tandis que le déficit courant se creuse.

En plus du conflit, plusieurs PE&PRI de la région MOAN font face à un certain nombre d'obstacles, à commencer par des déficits élevés, des tensions sur les taux de change et d'intérêt et un accès limité au financement extérieur. Par exemple, les besoins de financement budgétaire de la Tunisie devraient rester considérables, faute de progrès significatifs dans la mise en œuvre des réformes.

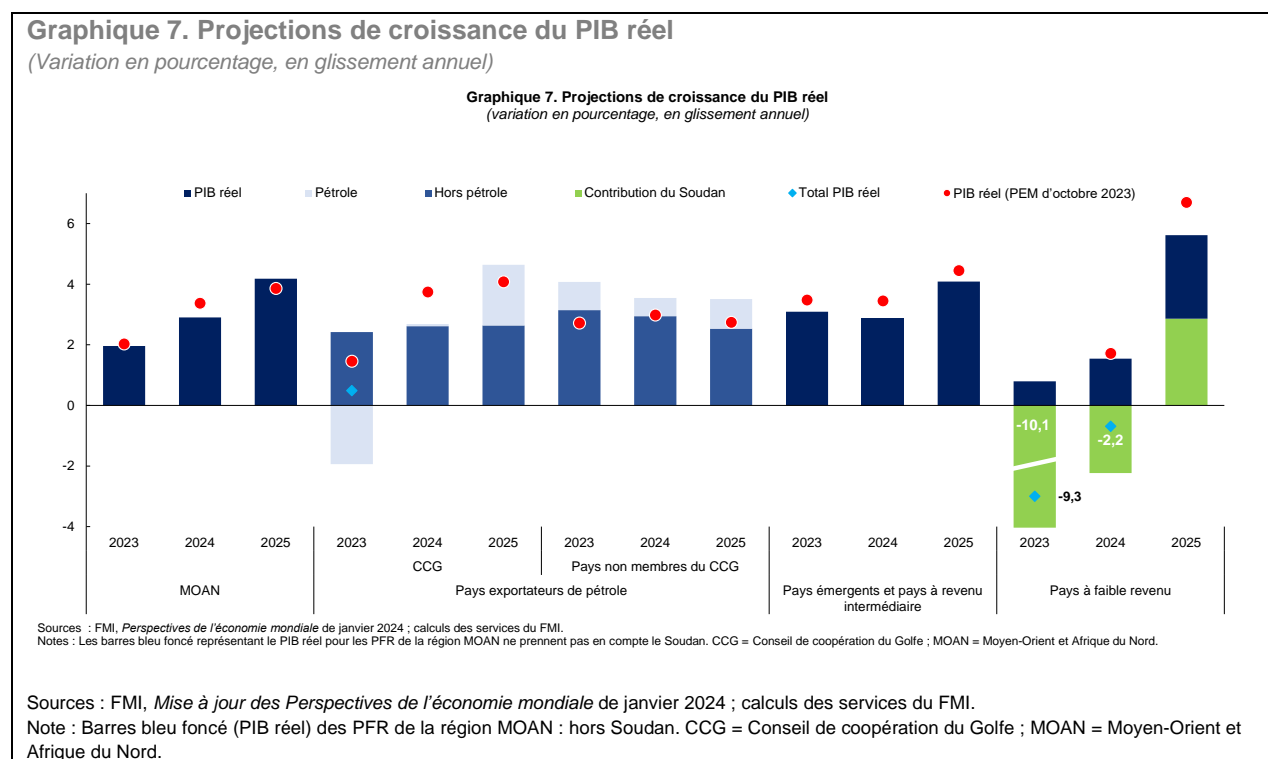
Le Maroc fait figure d'exception. En effet, la croissance aurait accéléré en 2023 pour atteindre environ 3 %, portée par des recettes touristiques importantes et un rebond de la demande intérieure, tandis que l'inflation poursuivait son reflux progressif. D'après les projections, cette dynamique devrait se poursuivre en 2024 dans l'hypothèse d'une saison agricole normale.

Les perspectives de croissance des PFR pour 2024 ne sont pas encourageantes. Le manque de devises, le niveau élevé de l'inflation et l'atonie de la production agricole ont freiné la croissance dans certains pays (Soudan, Yémen). En particulier, le conflit au Soudan a aggravé la crise humanitaire dans le pays et l'activité économique a cessé dans de vastes parties du territoire, ce qui explique en partie la croissance toujours négative, en moyenne, des PFR en 2024, après la forte contraction enregistrée en 2023⁴. À Djibouti, la reprise est tributaire du commerce avec l'Éthiopie et l'activité économique fortement exposée aux attaques dans la mer Rouge, notamment parce que l'activité portuaire est l'un des principaux moteurs de l'économie. En revanche, les perspectives de la Mauritanie, portées par une production d'or supérieure aux projections, sont favorables.

La croissance hors pétrole demeure vigoureuse dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, mais l'adoption de nouvelles réductions volontaires de la production de pétrole freine la croissance de façon générale. L'élan de réformes a permis à certains pays exportateurs de pétrole, en particulier des pays du CCG, d'approfondir la diversification de leurs secteurs non pétroliers. La croissance globale du CCG a néanmoins fait l'objet d'une ample correction à la baisse et s'établit désormais à 0,5 % en 2023 (soit 1 point de pourcentage de moins que dans l'édition 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*) sous l'effet des baisses de production annoncées, avant de rebondir légèrement à 2,7 % en 2024, sachant que les conséquences de cette décision devraient s'effacer progressivement (graphique 7). En particulier, en Arabie saoudite, pays qui représente environ 55 % des dernières réductions volontaires de la production de pétrole décidées par l'OPEP+, la croissance a été revue à la baisse pour s'établir à -1,1 % et à 2,7 % en 2023 et en 2024, respectivement. En revanche, la croissance a été revue à la hausse pour certains pays exportateurs de

⁴ Les projections pour le Soudan reposent sur l'hypothèse d'une fin de la guerre au milieu de 2024 et de la reprise du dialogue avec la communauté internationale.

pétrole non membres du CCG, notamment pour la République islamique d’Iran et la Libye, principalement à la faveur d’une production du pétrole plus élevée qu’anticipé.



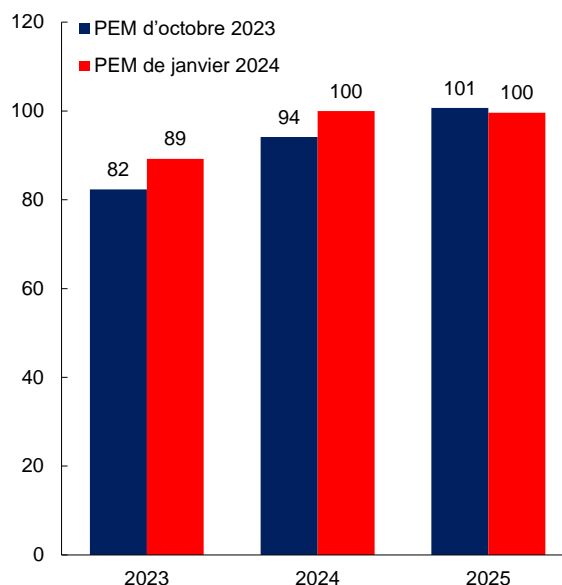
Conformément aux tendances mondiales, l’inflation devrait continuer de refluer dans la plupart des pays de la région MOAN. En particulier, l’inflation dans la région MOAN devrait descendre à 14,4 % cette année, soit 0,6 point de pourcentage de moins que la projection figurant dans l’édition d’octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*. Dans l’ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOAN, l’inflation globale devrait s’établir en moyenne à 8,7 % en 2024 et à 7,9 % en 2025. Cette estimation correspond à un recul attendu de l’inflation en deçà de 3 % dans les pays du CCG, malgré la persistance de tensions sur les prix dans certains pays non membres du CCG (Algérie, République islamique d’Iran). Dans le même temps, l’inflation devrait rester élevée en 2024 dans les PE&PRI où elle ressortirait à 25,6 % et dans les PFR où elle atteindrait 69,9 % (en particulier en Égypte, au Soudan et au Yémen), en raison de facteurs propres à chaque pays. Quant à l’insécurité alimentaire, elle demeure répandue dans plusieurs PFR (Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen).

Outre les conséquences négatives du conflit, les importants besoins bruts de financement public devraient rester un défi majeur dans la plupart des PE&PRI. Les besoins de financement pour l'ensemble de l'année 2024 devraient totaliser 186 milliards de dollars (contre 156 milliards en 2023), soit l'équivalent d'une hausse d'environ 6 points de pourcentage des recettes budgétaires par rapport aux projections figurant dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale* et essentiellement imputable à l'évolution de la situation en Égypte et en Tunisie (graphique 8). Ces besoins de financement toujours élevés dans les PE&PRI devraient principalement être couverts par les banques locales, ce qui risque de resserrer les liens entre État et banques locales. Quant aux financements extérieurs, ils représenteraient une part minime des fonds mobilisés, puisque les pays très endettés se heurtent à des difficultés d'accès aux marchés.

Si l'augmentation des recettes a contribué à réduire les déficits primaires dans les PE&PRI et les PFR, les programmes de rationalisation des dépenses ont pâti de problèmes de mise en œuvre. En raison de ces facteurs et de l'atonie de la croissance, les niveaux d'endettement dans ces pays sont restés élevés et ne devraient diminuer que modérément au cours des deux prochaines années.

Graphique 8. Besoins bruts de financement public dans les PE&PRI

(En pourcentage des recettes budgétaires, moyenne simple)



Sources : FMI, *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale* de janvier 2024 ; calculs des services du FMI.

Note : PE&PRI = pays émergents et pays à revenu intermédiaire du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

Les risques baissiers s'accroissent

Le niveau d'incertitude et les risques baissiers ont considérablement augmenté dans la région depuis octobre, dans la mesure où il est impossible de savoir combien de temps durera le conflit et s'il s'étendra. Même si le conflit restait circonscrit à Gaza et à Israël, la situation demeure changeante et très incertaine. Les attaques par drones dans la mer Rouge en décembre 2023 mettent en évidence le degré élevé d'imprévisibilité. En cas d'escalade, les répercussions du conflit sur le tourisme pourraient s'avérer plus importantes ou plus durables. Une hausse des prix de l'énergie et des coûts d'emprunt, sous l'effet d'un durcissement inattendu des conditions de financement dans la région, pourrait également freiner la croissance. Sur le plan budgétaire, les dépenses pourraient grimper dans un contexte marqué par la nécessité de soutenir les ménages vulnérables et les familles déplacées et de renforcer la sécurité, tout particulièrement dans les pays proches de la zone de conflit.

Un conflit prolongé sans solution claire pèserait lourdement sur la région. En cas d'escalade ou de propagation, l'incertitude grandirait et les répercussions du conflit via différents canaux de transmission, à commencer par le tourisme, les investissements directs étrangers et les marchés énergétiques et financiers, seraient encore plus fortes. Plusieurs scénarios sont envisagés :

- La situation sur les marchés financiers pourrait se dégrader et le coût des emprunts souverains augmenter. Les primes de risque et les conditions de financement extérieur pourraient se détériorer, ce qui s'accompagnerait d'un accroissement des sorties nettes de portefeuille et d'une aggravation des conséquences économiques sur les pays très endettés. Un recours accru au financement local resserrerait

encore les liens entre État et banques locales. Les flux d'IDE pourraient diminuer, dans la mesure où l'incertitude modère l'appétit pour les investissements à moyen terme.

- Le transport maritime et le commerce régional pourraient se trouver fragilisés. Les compagnies maritimes évitent déjà les axes de transit au Moyen-Orient en réponse aux attaques par drones dans la mer Rouge et le golfe d'Aden et les coûts d'assurance ont augmenté. L'Égypte est particulièrement exposée à ces évolutions, étant donné que le pays tire quelque 2,2 % de son PIB en recettes annuelles de sa balance des paiements et 1,2 % de son PIB en recettes budgétaires provenant des droits associés au canal de Suez (exercice budgétaire 2022/23). Si le conflit devait s'intensifier, des risques pourraient peser sur d'autres routes commerciales, en particulier en Méditerranée orientale, et sur d'autres canaux de distribution de marchandises (trafic aérien). Des sanctions ou d'autres restrictions commerciales pourraient être durcies, perturbant les flux d'échanges et les chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale. En outre, les coûts du fret pourraient encore monter si les tensions persistaient et si les compagnies maritimes déviaient une part plus importante de leur flotte vers des routes plus longues, ce qui accroîtrait les coûts de carburant et d'exploitation.
- Les prix du pétrole pourraient augmenter. La région MOAN produit environ 35 % des exportations de pétrole et 14 % des exportations de gaz dans le monde. Une hausse importante et durable des coûts de l'énergie, engendrée par exemple par des perturbations du transport maritime, provoquerait un choc négatif du côté de l'offre qui pèserait sur l'économie mondiale et pourrait compromettre le processus de désinflation à l'échelle mondiale. Cela étant, les effets d'un renchérissement du pétrole pourraient être atténués si les producteurs régionaux décidaient de mobiliser leurs capacités excédentaires (représentant près de 85 % des capacités excédentaires dans le monde⁵) et si d'autres pays utilisaient leurs réserves stratégiques pour compenser le déficit d'offre de pétrole. Dans le même temps, une montée des prix du pétrole favoriserait la croissance des pays exportateurs de pétrole.
- Les tensions politiques et sociales pourraient s'intensifier, notamment dans un contexte de chômage élevé. La matérialisation de ce risque pourrait non seulement peser sur la production, mais aussi accroître les pressions sur les soldes budgétaires compte tenu de la nécessité de répondre au mécontentement social latent (notamment par des subventions à l'énergie). Des troubles sociaux pourraient également amener les autorités à reporter la mise en œuvre de réformes structurelles, affaiblissant les perspectives de croissance à moyen terme.
- Le conflit pourrait entraîner de grands mouvements de réfugiés, ce qui entraînerait des répercussions dans la région au sens large, en Europe et au-delà. L'arrivée de réfugiés accroîtrait les coûts budgétaires à court terme dans les pays hôtes et pourrait créer des tensions sociales, en particulier en cas de forte augmentation du nombre de personnes accueillies. Du fait de leur situation géographique, les pays voisins de la zone de conflit sont plus exposés à un risque d'afflux de réfugiés.

Dans des scénarios plus extrêmes, mais peu probables, d'autres facteurs propres à certains pays pourraient entrer en jeu. Parmi les scénarios envisagés figurent un durcissement des sanctions imposées à la République islamique d'Iran, le blocus des principales routes de navigation régionales utilisées pour le transport de pétrole et de gaz (comme le détroit d'Ormuz)⁶ et des attaques sur de grandes infrastructures pétrolières et gazières. Les prix du pétrole et du gaz pourraient alors s'envoler. Cela étant, le recours aux capacités de réserve ou la mise à disposition de stocks stratégiques de pétrole pourraient contribuer à atténuer les conséquences de ces scénarios. Des facteurs de la demande et de l'offre l'emporteraient *in fine* sur les hausses des primes de risque.

⁵ Données d'octobre 2023 issues de Bloomberg et de [Rystad](#).

⁶ Malgré les menaces croissantes durant les conflits précédents, le détroit d'Ormuz n'a jamais été fermé.

Riposte des pouvoirs publics

Dans un environnement plus incertain que d'ordinaire, la réponse appropriée de la part des décideurs dépendra de l'exposition du pays au conflit, de ses vulnérabilités préexistantes et de sa latitude en matière d'action publique. Dans les pays qui pâtissent de graves répercussions ou qui font face à des risques élevés, il devient encore plus important que le taux de change puisse jouer son rôle de stabilisateur automatique et absorber une partie du choc. La politique monétaire devrait rester axée sur la stabilité des prix comme le prévoit le mandat des banques centrales. En cas de difficultés financières systémiques, il pourrait s'avérer nécessaire d'appliquer des mesures de gestion de crise, comme la fourniture de liquidités d'urgence par la banque centrale. Il conviendrait de définir la politique budgétaire en fonction des besoins de chaque pays face aux nouvelles pressions sur les dépenses tout en préservant la viabilité de la dette. À cet égard, et tout particulièrement si l'espace budgétaire est insuffisant et si la dette est élevée, il faudra peut-être envisager une rationalisation des dépenses et un assainissement budgétaire reposant sur la mobilisation des recettes. Les besoins de financement vont vraisemblablement augmenter dans plusieurs pays dans un contexte marqué par une demande accrue de dépenses sociales et de sécurité et une incertitude exacerbée. Le FMI reste un partenaire important de la région et se tient prêt à accroître son soutien.

Les pays qui se préparent à l'éventualité d'un choc ne devraient pas perdre de vue leur programme de réformes, surtout compte tenu des difficultés structurelles préexistantes. En outre, les politiques monétaire et financière devraient demeurer prudentes et calibrées sur les besoins propres à chaque pays afin de renforcer la résilience.

- La politique monétaire devrait rester axée sur la stabilité des prix. Dans les pays ayant un régime de change flexible, la politique monétaire devrait rester restrictive si les tensions inflationnistes persistent. Là où l'inflation est revenue à sa cible ou s'en approche, il conviendra d'étudier avec circonspection la possibilité d'un assouplissement le cas échéant. Si l'inflation dans les pays de la région MOAN reflue plus rapidement qu'anticipé, les banques centrales devraient pouvoir desserrer leur politique monétaire plus tôt. Quant aux pays ayant un régime de change fixe, ils devraient se conformer à leur cadre de politique monétaire.
- La politique budgétaire devrait être définie en fonction des besoins des pays et de l'espace budgétaire disponible. Tous les pays devraient veiller à ce que les dispositifs de protection sociale et les dépenses servent les objectifs fixés et soient correctement ciblés de façon à bénéficier aux plus vulnérables. Les PE&PRI de la région MOAN qui doivent améliorer leur solde budgétaire et réduire l'endettement du secteur public devraient poursuivre leur assainissement budgétaire, notamment en contenant les dépenses courantes et en mobilisant des recettes supplémentaires. Les exportateurs de produits de base de la région MOAN devraient se garder d'engager des dépenses procycliques et appliquer une politique budgétaire conforme à l'équité intergénérationnelle et à la durabilité.
- Des mesures macroprudentielles préventives et des réformes à moyen terme peuvent s'avérer déterminantes pour assurer la stabilité financière. Par exemple, des réformes visant à approfondir le secteur financier amélioreraient les conditions de liquidité et contribueraient à stimuler l'investissement et la croissance. Certains pays du CCG ont mis en place des instances ou des cadres nouveaux afin de réguler et de suivre étroitement le secteur immobilier et les risques associés, et ont appliqué des mesures pour consolider les dispositifs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. De plus, tous les pays de la région MOAN gagneraient à intensifier leurs efforts visant à diversifier la base d'investisseurs et à renforcer la gestion des banques publiques.
- Les réformes structurelles sont essentielles pour rehausser les perspectives de croissance à long terme et peuvent également favoriser l'activité économique à court terme. Comme analysé dans l'édition d'octobre 2023 des *Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale*, l'amélioration de la gouvernance pourrait être particulièrement bénéfique dans de nombreux pays de la région MOAN et

participerait à la constitution d'un environnement économique propice à l'investissement privé. En effet, la solidité des institutions favorise la confiance des investisseurs.

La coordination et la coopération internationales sont essentielles pour répondre aux défis à long terme, comme le changement climatique, qui se posent à tous les pays aujourd'hui, tout particulièrement dans une période de tensions géopolitiques. À cet égard, l'accord majeur adopté à l'issue de la COP28 des Nations unies aux Émirats arabes unis appelant à une transition vers l'abandon des combustibles fossiles de manière juste, ordonnée et équitable est encourageant. En particulier, l'accord prévoit d'importantes annonces de contribution au fonds pour les pertes et préjudices, totalisant 792 millions de dollars. S'agissant des stratégies d'atténuation, des engagements ont été pris en vue de doubler l'efficacité énergétique et de tripler la capacité renouvelable. D'autres progrès ont été accomplis sur le plan du financement de l'action climatique : 3,5 milliards de dollars ont été apportés au Fonds vert pour le climat et 30 milliards de dollars ont été versés par les Émirats arabes unis (en partenariat avec BlackRock, TGP et Brookfield) à un fonds d'investissement vert.

Le FMI est attaché à soutenir la région. Il se tient prêt à fournir des conseils de politique économique, une assistance technique et des financements aux pays de la région MOAN afin d'amortir les chocs et de faciliter les ajustements nécessaires. Entre le début de l'année 2020 et le milieu du mois de janvier 2024, le FMI a octroyé plus de 27 milliards de dollars de financements à la région MOAN. En Égypte, les services du FMI poursuivent leurs discussions avec les autorités sur l'ensemble de mesures et de financements qui permettrait de faire avancer les revues du programme au titre du mécanisme élargi de crédit. En Jordanie, les entretiens ont débuté à la mi-2023 et ont abouti à l'approbation d'un nouvel accord quadriennal au titre du mécanisme élargi de crédit en janvier 2024, lequel permettra de débloquer 1,2 milliard de dollars. Au Liban, les intenses activités d'assistance technique se poursuivent. De façon plus générale, le FMI a approuvé plusieurs programmes depuis le début de l'année 2023 au bénéfice du Maroc (ligne de crédit modulable ; facilité pour la résilience et la durabilité) et de la Mauritanie (facilité élargie de crédit et mécanisme élargi de crédit ; facilité pour la résilience et la durabilité). En décembre 2023, la Somalie a obtenu un allègement de sa dette de 4,5 milliards de dollars après avoir atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés renforcée et a vu son nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit approuvé. Le FMI poursuit aussi ses activités grâce à ses bureaux de représentants résidents et a renforcé sa présence sur le terrain par la réouverture du Centre d'assistance technique au Moyen-Orient et par l'inauguration d'un nouveau bureau régional à Riyad (Arabie saoudite), lesquels consolideront les relations et le partenariat du FMI avec la région.

Région MOAN : principaux indicateurs économiques, 2000–25

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne				Projections	
	2000–20	2021	2022	2023	2024	2025
MOAN¹						
PIB réel (variation en pourcentage en glissement annuel)	3,9	4,1	5,6	2,0	2,9	4,2
<i>dont croissance hors secteur pétrolier</i>	4,8	4,4	4,5	3,2	3,5	3,8
Solde du compte des transactions courantes	6,3	4,2	10,3	5,3	3,9	3,5
Solde budgétaire global	1,2	-1,7	3,6	0,1	-1,3	-1,1
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	7,4	14,0	14,4	16,5	14,4	11,6
Pays exportateurs de pétrole						
PIB réel (variation en pourcentage en glissement annuel)	3,9	4,4	6,0	2,0	3,1	4,1
<i>dont croissance hors secteur pétrolier</i>	5,0	4,8	4,4	3,8	3,9	3,7
Solde du compte des transactions courantes	9,0	7,1	14,6	7,4	5,8	5,1
Solde budgétaire global	2,8	-0,3	6,0	1,4	0,3	0,2
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	6,8	11,3	13,0	12,0	8,7	7,9
Conseil de coopération du Golfe						
PIB réel (variation en pourcentage, en glissement annuel)	3,8	3,8	7,8	0,5	2,7	4,6
<i>dont croissance hors secteur pétrolier</i>	5,4	5,6	5,5	3,8	3,9	4,0
Solde du compte des transactions courantes	12,1	8,9	16,1	9,0	7,4	6,9
Solde budgétaire global	5,4	0,7	7,9	3,7	3,2	3,3
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	2,2	2,2	3,3	2,5	2,3	2,0
Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG						
PIB réel (variation en pourcentage, en glissement annuel)	4,0	5,3	3,6	4,1	3,5	3,5
<i>dont croissance hors secteur pétrolier</i>	4,6	3,8	3,0	3,9	3,8	3,3
Solde du compte des transactions courantes	3,9	2,7	10,6	3,9	2,5	1,4
Solde budgétaire global	-1,3	-2,8	1,1	-3,9	-5,8	-6,1
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	12,7	24,3	27,5	25,7	17,6	16,0
Pays importateurs de pétrole¹						
PIB réel (variation en pourcentage, en glissement annuel)	3,7	2,7	4,4	1,8	2,5	4,3
Solde du compte des transactions courantes	-3,4	-5,1	-5,4	-3,5	-4,7	-3,9
Solde budgétaire global	-5,4	-5,8	-5,3	-5,1	-8,1	-7,3
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	8,7	20,1	17,9	28,2	29,6	21,3
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire¹						
PIB réel (variation en pourcentage, en glissement annuel)	4,0	3,7	5,1	3,1	2,9	4,1
Solde du compte des transactions courantes	-4,0	-4,8	-4,7	-2,8	-4,3	-3,4
Solde budgétaire global	-5,9	-6,6	-5,7	-5,4	-8,9	-8,1
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	7,1	7,0	11,1	22,6	25,6	19,8
Pays en développement à faible revenu						
PIB réel (variation en pourcentage, en glissement annuel)	1,9	0,5	-0,4	-9,3	-0,7	5,6
Solde du compte des transactions courantes	-3,9	-8,1	-11,9	-9,7	-8,8	-8,0
Solde budgétaire global	-3,1	-0,3	-2,2	-2,6	-1,6	-1,3
Inflation (variation en pourcentage, en glissement annuel)	20,4	171,7	80,7	85,8	69,9	35,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

¹Les données relatives à la période 2011–25 excluent la République arabe syrienne.

Notes : Les données prennent en compte l'exercice budgétaire de la République islamique d'Iran (21 mars/20 mars) et de l'Égypte (juillet/juin).

Région MOAN : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d'Iran, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen.

Pays exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et République islamique d'Iran.

Conseil de coopération du Golfe (CCG) : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays exportateurs de pétrole non membres du CCG : Algérie, Iraq, Libye et République islamique d'Iran.

Importateurs de pétrole : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen.

Pays émergents et pays à revenu intermédiaire : Cisjordanie et Gaza, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et Tunisie.

Pays en développement à faible revenu : Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen.

Bibliographie

Barrett, Philip, Maximiliano Appendino, Kate Nguyen, and Jorge de Leon Miranda. 2020. "Measuring Social Unrest Using Media Reports." IMF Working Paper 2020/129, International Monetary Fund, Washington, DC.

International Monetary Fund (IMF). 2023. "West Bank and Gaza: Report to the Ad Hoc Liaison Committee." IMF Country Report 23/326. International Monetary Fund, Washington, DC.

Annexe 1. Groupes de pays

Les **pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)** sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, République islamique d’Iran, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen.

Les **pays exportateurs de pétrole de la région MOAN (PEP MOAN)** sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et République islamique d’Iran.

Les **pays importateurs de pétrole de la région MOAN (PIP MOAN)** sont les suivants : Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie et Yémen.

Les **pays émergents et pays à revenu intermédiaire de la région MOAN (PE&PRI MOAN)** sont les suivants : Cisjordanie et Gaza, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, République arabe syrienne et Tunisie.

Les **pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG)** sont les suivants : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Les **pays exportateurs de pétrole non membres du CCG** sont les suivants : Algérie, Iraq, Libye et République islamique d’Iran.

Les **pays en développement à faible revenu de la région MOAN (PDFR MOAN)** sont les suivants : Djibouti, Mauritanie, Somalie, Soudan et Yémen.